

AMNESTY INTERNATIONAL
Index AI: NWS 11/60/95 - ÉFAI -

NOUVELLES HEBDOMADAIRES
Informations à l'attention du public

21 mars 1995

GUINÉE.

Amnesty International envoie une délégation en République de Guinée
Index AI: AFR 29/WU 01/95

Une équipe de chercheurs d'Amnesty International se rend en République de Guinée aux environs du 21 mars pour recueillir des informations sur la situation des droits de l'homme pendant la période de transition vers un gouvernement élu.

Les délégués sont Stephen Ellis, chercheur au Centre d'études africaines de Leiden, aux Pays-Bas, et trois membres du Secrétariat international de l'Organisation : Teresa Kordeczka, Adam Lloyd et Gaëtan Mootoo.

La dernière visite d'Amnesty International en Guinée remonte à juin 1987. Ses représentants s'étaient alors efforcés d'obtenir des informations sur des procès secrets se déroulant devant la Cour de sûreté de l'Etat et devant des tribunaux militaires, et qui concernaient plusieurs centaines de personnes arrêtées en 1984 et 1985. L'Organisation n'a cependant pas obtenu de réponse au mémorandum qu'elle a soumis au gouvernement en décembre 1987, dans lequel elle exposait ses inquiétudes au sujet de ces procès et proposait une série de mesures pour défendre les droits de l'homme.

En décembre 1991, ces motifs de préoccupation, ainsi que d'autres atteintes aux droits fondamentaux commises en Guinée, ont été rendus publics dans un document intitulé République de Guinée. Préoccupations d'Amnesty International et évolution de la situation depuis avril 1984. Ce texte apportait des informations sur des violations récentes et recommandait un ensemble de mesures spécifiques qui, une fois mises en œuvre par le gouvernement guinéen, contribueraient à la protection des droits de l'homme. Là encore, les autorités guinéennes n'ont nullement réagi, pas plus à ce document qu'à d'autres sujets de préoccupation exprimés plus récemment.

La délégation compte également rencontrer des réfugiés qui fuient la Sierra Leone et le Libéria, deux pays où les droits de l'homme sont bafoués en raison des conflits actuels I